

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREC

Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UD-R-SSDAS-23-073-LL
Code AIOT : 0006104066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement EUREC implanté 140 route de SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREC
- 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUREC exploite depuis l'an 2000, sur son site initial d'une surface de 10 298 m², des activités de tri-transit-regroupement de pneus usagés, de broyage-cisaillage et préparation de CSR (combustible solide de récupération). En 2022, après extension sur la parcelle voisine de 3549 m², le site dispose d'une surface cumulée de 13 841 m². Cette extension ne génère pas d'augmentation du

tonnage traité annuellement, mais vise à entreposer une quantité additionnelle de 2600 m³ de pneus ou de broyats, à comparer avec les 8 335 m³ autorisés précédemment. Selon l'exploitant, malgré cet agrandissement et compte tenu du tonnage collecté annuellement (20 à 25 kt), le site reste contraint ce qui pose des difficultés en particulier pour les manœuvres des semi-remorques.

L'activité de collecte est effectuée soit par EUREC directement ou sa filiale Trans Eurec, par dépôt de bennes ou ramassage manuel chez les clients. L'entreprise gère un important parc de bennes de 35 m³ qui nécessitent des espaces d'entreposage récurrents.

Le site travaille essentiellement pour ALIAPUR, éco-organisme qui agit pour le compte des principaux metteurs en marché de pneumatiques neufs en France. ALIAPUR programme des enlèvements de broyats depuis le site EUREC, notamment par chargement de conteneurs maritimes, prêts à être expédiés à l'étranger pour de la valorisation matière ou en cimenterie.

Suite à l'extension de 2022, un nouvel arrêté préfectoral daté du 15 septembre 2022 a abrogé les prescriptions des arrêtés précédents.

La présente visite a notamment pour objectif de vérifier l'application des prescriptions IED et de vérifier la mise en œuvre de certaines actions suite à la précédente inspection (20/10/2022).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information / délai
1	IED- système de management enviro	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	/	31/12/23
2	IED - Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1	/	/
3	IED – Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	/	/
4	IED -Emissions dans l'air traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2	/	/
5	IED – Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	/	/
6	Eau-Surveillance annuelle de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 04/03/12	/	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information / délai
7	vérification des capacités de rétention en eau	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 4.3.4	/	1 mois
8	Identification des zones de stockages de pneus et broyats	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.2	/	/
9	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3	/	/
10	Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection permet de clore la procédure de réexamen IED engagée en 2019 au titre de la rubrique 3532.

L'activité du site EUREC est conforme à cette réglementation, sous réserve des résultats d'analyse semestrielle des rejets en eau, qui ne sont pas encore connus à la date du présent rapport. Suite aux efforts de l'exploitant pour limiter les surstocks, le site présente lors de la visite des conditions de stockage satisfaisantes, contrairement aux 2 inspections précédentes. Ces efforts sont indispensables dans la durée, afin d'assurer l'absence d'effets hors site dans l'hypothèse d'un incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED- système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) Respect de la législation sur l'environnement ; 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; (...)</p>
<p>Constats : L'exploitant reconnaît ne pas disposer formellement d'un SME répondant point par point à la prescription IED. Il indique toutefois que l'audit annuel mené par ALIAPUR, complété par un audit interne le précédant, l'oblige à balayer l'ensemble des points ci-dessus. L'exploitant indique également que son effectif sur site (15 à 20 ETP) est celui d'une petite entreprise, avec une habitude de fonctionnement par oral et non par écrit.</p> <p>L'Inspection note que l'absence d'un ou d'une responsable environnement sur site ne facilite pas la mise en forme demandée, dont le suivi des différents indicateurs et registres concernés.</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant doit d'ici fin 2023 formaliser un document tenant lieu de SME.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : IED - Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none">- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.
Constats : L'exploitant a entamé une démarche de maîtrise de ses consommations d'énergie rapportées à la tonne de pneus traités. Il a de plus effectué en 2022 un investissement de 50K€ pour passer son deuxième broyeur du fuel à l'électricité comme source d'énergie. L'indicateur principal de suivi (IPE, indicateur de performance énergétique) choisi est le kwh par tonne de pneu broyé. Il s'établit actuellement à 17,5. Un audit énergétique a eu lieu en février 2023 et a délivré 7 pistes d'actions permettant d'orienter à la baisse l'IPE. Parmi les solutions, un variateur de vitesse des rotors du broyeur vert est à l'étude, ainsi que l'adaptation d'une armoire électrique individualisant le suivi de chaque broyeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : IED – Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</p>
<p>Constats : Le procédé de broyage / cisailage des pneus se fait à des granulométries restant élevées : le réglage machine sort des broyats mesurant 50 x 80 mm de section dans le cas le plus défavorable (les autres mailles de broyage sont plus larges). Cette activité ne génère pas en elle-même de poussières volatiles. La trémie de broyage est humidifiée dans un objectif de limitation de l'échauffement et des risques de départ de feu par forte chaleur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : IED -Emissions dans l'air traitement mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Poussières : 5 mg/Nm³ ou 10 mg/Nm³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable Fréquence : semestrielle</p>
<p>Constats : En lien avec le constat précédent, cette prescription ne s'applique pas puisque le site n'effectue pas de broyage fin susceptible de générer de la poussière. L'AP consolidé en 2022 ne contient aucune prescription de ce type.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : IED – Surveillance rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS.
<p>Constats : Le système de rejet d'EUREC consiste à pomper l'eau présente dans les 2 bassins enterrés et l'envoyer, après passage en séparateur HC, dans les différents puits d'infiltration prévus. Ce système fonctionne automatiquement et permet de garder libre les capacités de rétention prévues en cas d'incendie ou de gros orage.</p> <p>A partir de janvier 2023, l'exploitant a revu le contrat d'intervention de son prestataire effectuant les analyses d'eau de rejet. L'analyse est :</p> <ul style="list-style-type: none">- mensuelle pour les paramètres MES, DCO, COT, tels que requis dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019- mensuelle pour les hydrocarbures, tels que requis dans l'APC du 15/09/2022- semestrielle pour les PFOA/ PFOS, tels que requis dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019- annuelle pour les HAP, tels que requis dans l'APC du 15/09/2022 <p>Ce point sera vérifié lors de la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eau-Surveillance annuelle de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 04/03/12
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hydrocarbures aromatiques polycycliques - HAP , la VLE étant de 25 µg/l (somme des 5 composés visés).
<p>Constats : L'exploitant a prévu cette analyse sur un rythme annuel, à compter de 2023. Ce point sera vérifié lors de la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : vérification des capacités de rétention en eau d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article '4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement sur les aires de stockages, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint les 2/3 du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an. Le nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les bassins enterrés (240 m³ en zone Est et 154 m³ en zone Ouest) font l'objet d'au moins une opération annuelle de curage, incluant la vidéo-inspection du curage effectué, afin de vérifier leur capacité de réception en cas d'épisode pluvieux intense.</p> <p>Les fiches de suivi de ces opérations, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou traités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Suite au constat n°7 de l'inspection du 20/10/2022, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle de vidéo-surveillance effectué le 10/03/2023 dans les 2 bassins de rétention, qui sont des bassins enterrés. Le bassin Ouest, sous forme de tunnel rectiligne, est accessible à une inspection physique du prestataire vidéaste. Cet ouvrage date de 2021, lors de la modernisation / extension du site à l'Ouest.</p> <p>La bassin Est, plus ancien, est constitué d'une structure en pneus. Seules les canalisations amont et aval ont pu être inspectées.</p> <p>Les vérifications effectuées confirment la capacité libre de rétention et l'absence de défaut de ces ouvrages ou de zones obstruées. Compte tenu de ce constat, l'Inspection accepte que le prochain contrôle vidéo soit effectuée en 2026 au lieu de 2024.</p> <p>Demande n°2 :</p> <p>Néanmoins, concernant le rapport présenté daté du 10/03/2023, l'exploitant doit sous un mois le compléter par un plan d'ensemble des portions inspectées, comportant le renvoi vers les photos prises. Cette synthèse est nécessaire pour reprendre le suivi en 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Identification des zones de stockages de pneus et broyats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages présents sur le site respectent les conditions et capacités de stockage reportés sur le plan de masse annexé au présent arrêté (annexe 1).
Constats : Lors de la présente visite, les stockages présents sur le site respectent les conditions et capacités de stockage reportés sur le plan de masse annexé à l'arrêté du 15/09/2022 dans son annexe 1. Le tableau des stocks transmis à la date du 3/05/2023 comporte par alvéole : le stock maximum en m ³ ; le stock réel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aménagement des stockages Les zones contenant les déchets de pneumatiques ou de leurs broyats doivent être sectorisées et compartimentées de manière à limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et à prévenir les risques de propagation d'un incendie. Des murs et des parois séparatives (REI 120) sont notamment disposés au niveau des zones de stockage. Les stockages en vrac ou au sol sont isolés les uns des autres par un mur (ou une paroi) coupe-feu de degré minimum 2 heures ou éloignés d'au moins 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Les stockages sont organisés de façon à limiter leur hauteur et rester accessibles pour permettre toute intervention en cas de départ de feu notamment.
Constats : Lors de la visite, les compartimentages en extérieur sont respectés, il n'y a pas de débordement d'une alvéole dans une alvéole voisine. Toutefois, en dehors des box G1 à G4 de l'extension à l'Ouest, la plupart des murs de séparation des autres stocks à l'Est du site ne sont pas REI120. Ces anciens cloisonnages en béton seront changés progressivement afin de systématiser l'emploi de murs REI120. Ce point sera suivi à la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité maximale de stockage est définie par le dimensionnement des box de stockage et le plan en Annexe 1. La production interne de broyat à un instant T est limitée par ces capacités pré-définies des stockages en box, alvéole ou benne telle que prévue en Annexe 1. Aucun encombrement des voies de circulation n'est permis. La hauteur maximale des stockages, repérés sur le plan en annexe du présent arrêté, est comprise entre 2 et 4 m selon les box et alvéoles concernées. Le sol des aires et des locaux de stockage ou d'exploitation doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement conformément aux dispositions du présent arrêté. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.
Constats : Depuis l'inspection précédente (20 octobre 2022), l'exploitant n'a pas alerté l'Inspection d'un surstock. En lien avec ALIAPUR, l'exploitant programme les sorties de broyat en fin de mois pour le mois suivant, de façon à prévenir tout risque de surstock. Le rythme d'entrée et de sortie sur le site EUREC est plus régulier avec ce système mis en œuvre ces derniers mois. Lors de la présente visite, les hauteurs maximum sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet